

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VOIES NAVIGABLES DE FRANCE VNF**

Terrain de dépôt n°101  
délimité par la RD 40 et l'Escaut canalisé  
sur la commune de Maing

Références : 2024.V2.079  
Code AIOT : 0007005406

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2023 dans l'établissement VOIES NAVIGABLES DE FRANCE VNF implanté Terrain de dépôt n°101 59233 Maing. L'inspection a été annoncée le 06/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection entre dans le cadre des visites d'inspection 2023 et a pour but de faire le point sur la phase d'exploitation du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VOIES NAVIGABLES DE FRANCE VNF
- Terrain de dépôt n°101 59233 Maing
- Code AIOT : 0007005406

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Voies Navigables de France exploite un terrain de dépôts de déchets de sédiments sur le territoire de la commune de Maing dans le département du Nord (59).

Le site est destiné à recevoir et à stocker les sédiments issus du programme des travaux de curage pour la réouverture du canal de Condé-Pommeroeul dans le cadre de la mise à grand gabarit de la liaison Seine-Escaut.

Le site dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter (APA) en date du 11 janvier 2013 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires en date des 19 octobre 2018, 30 juin 2020 et 16 juillet 2020.

Le site est globalement soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2760-2 de la nomenclature ICPE (stockage de déchets non dangereux).

Le site relève également de la directive IED (rubrique 3540.1 « *Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 : 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes* »).

Ce volume de stockage autorisé est réparti dans deux casiers distincts du TD101 :

- 101A : situé à l'Ouest du site disposant d'une surface en fond de casier égale à 75 000 m<sup>2</sup> ;
- 101B : situé à l'Est du site disposant d'une surface en fond de casier égale à 51 500 m<sup>2</sup>.

**Le thème de visite retenu est le suivant :** visite du site en exploitation / condition de stockage des sédiments.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Anomalie	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 7.5.4.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de site a mis en évidence une anomalie en fond de casier 101A.

Les anomalies constatées doivent faire l'objet d'une analyse de la part de l'exploitant qui doit notamment faire vérifier l'étanchéité du casier 101 A.

Concernant le casier 101B, il est demandé à l'exploitant d'apporter les éléments de réponse aux observations formulées dans le présent rapport.

Les réponses aux observations formulées et anomalies constatées doivent être apportées par l'exploitant sous un mois.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Anomalie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 7.5.4.3 Anomalie
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques Chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'anomalie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'y porter remède et sollicite l'avis d'un organisme spécialisé avant toute intervention d'importance. L'exploitant en informe systématiquement l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> La visite du 20/11/2023 avait pour but de vérifier les conditions d'exploitation des casiers 101A et B ainsi que les conditions de stockage des sédiments déjà présents.  A noter que l'exploitant a élaboré un dossier de porter à connaissance afin de modifier son arrêté préfectoral d'autorisation pour élargir l'origine des apports à l'ensemble du réseau fluvial et ainsi optimiser la capacité résiduelle du casier de stockage qui est significative (cf. infra).  <u>Concernant le casier 101B :</u> Le casier 101B contient des sédiments pour une quantité d'environ 446 484 tonnes. Les sédiments en cours de ressuyage ont connu des tassements par endroits, aussi l'exploitant envisage de le compléter par l'apport de nouveaux sédiments. L'exploitant a remis aux inspecteurs un dossier de porter-à-connaissance le jour de la visite en indiquant que ce dossier intégrait une demande pour ces nouveaux apports.  <u>Avis de l'inspection :</u> <b>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre officiellement son dossier de porter-à-connaissance à la préfecture du Nord – Bureau de l'environnement, pour que puisse être étudiée la recevabilité de la demande et les suites administratives à lui réserver. En particulier, la substantialité de la demande doit être examinée.</b>  L'inspection a observé des étendues d'eau importantes. L'inspection a interrogé l'exploitant sur la présence de ces étendues d'eau qui l'explique par la forte pluviométrie des dernières semaines.  Pour rappel, le dispositif de drainage a fait l'objet d'une étude d'équivalence référencée A89361A Antéa 2017 (repris dans l'APC du 30/06/2020).  <u>Concernant le casier 101A :</u> Le casier 101A est, quant à lui, vide de sédiments mais l'inspection des installations classées a pu observer des gonflements au niveau des membranes un peu partout en fond de casier, d'origine indéterminée, ainsi qu'une hauteur d'eau non négligeable dans le terrain de dépôts.  L'exploitant a déclaré n'avoir jamais observé ce phénomène sur ses autres terrains de dépôts de sédiments. L'exploitant a indiqué que la hauteur d'eau était liée à la non-ouverture des éclusettes et à la pluviométrie.  La planche photographique en annexe illustre ces observations.

**Avis de l'inspection :**

**Pour les 2 casiers 101A et 101B de dépôt de sédiments :**

**L'inspection demande à l'exploitant de vérifier que :**

- le dispositif de drainage mis en place (dispositif d'équivalence sans les 50cm de graviers en fond de casier initialement demandés) est fonctionnel, compte-tenu de la présence d'étendues d'eau importantes, tant dans le fond du casier 101A qu'à la surface du 101B.

- l'étanchéité est bien assurée par le GSB substitué (GéoSynthétique Bentonitique) qui a fait l'objet d'une étude technique du 30 janvier 2020 d'équivalence repris au niveau de l'APC du 30 juin 2020.

**En particulier, pour le casier 101A :**

**L'inspection demande à l'exploitant de faire analyser l'anomalie constatée par un organisme compétent pour déterminer l'origine du désordre constaté et vérifier la conformité générale du casier de stockage 101A et notamment l'intégrité de l'étanchéité du casier et de son dispositif de drainage avant tout dépôt de sédiment.**

**Type de suites proposées : Susceptible de suites**